

COMMUNIQUÉ

Dialogue difficile avec le gouvernement Legault sur la transition sociale et environnementale : 50 organisations appellent à manifester le 27 septembre

MONTREAL, le 29 août 2024 - Les représentant-e-s de 50 organisations de la société civile appellent la population à manifester dans les rues le **27 septembre prochain pour dénoncer un dialogue difficile avec le gouvernement Legault et des avancées trop lentes et insuffisantes en matière de transition sociale et environnementale**. Selon elles et eux, « les décisions prises en vase clos ne peuvent plus continuer ».

Lors du [lancement du mouvement *Pour la suite du monde* le 22 mai dernier](#), les partenaires ont sollicité une rencontre avec le gouvernement québécois afin de réclamer la mise en place d'actions concrètes en faveur d'une véritable transition sociale et environnementale. Cet appel à une plus grande participation démocratique dans la prise de décision demeure encore à ce jour sans réponse de la part du gouvernement Legault.

Une politique menée à tâtons

En plus de ne pas répondre à cette demande de dialogue, le gouvernement du Québec refuse de prendre acte de l'urgence d'agir dans plusieurs domaines, en plus de poursuivre un agenda législatif et économique parfois incompatible avec ses obligations environnementales.

La procrastination dans le dossier du caribou, un projet de loi sur l'exploitation minière qui effleure à peine les demandes de la société civile, un projet de loi sur l'énergie au service d'une politique industrielle aux visées imprécises et qui ne répond pas pleinement aux besoins de décarbonation, le manque de financement pour les réseaux de transport collectifs existants sont tous des symptômes du manque de dialogue avec la société civile et d'écoute envers les solutions concrètes promues par celle-ci.

Des solutions prêtes à mettre en oeuvre

Les signaux sont tous au rouge: un autre été catastrophique, marqué par des épisodes de pluies diluviennes dévastatrices, des records de température élevée, des feux de forêt incontrôlables et leurs conséquences sur nos activités quotidiennes, notre économie et notre santé. Dans ce contexte, la société civile mobilisée affiche aujourd'hui un front uni afin d'appeler le gouvernement Legault à mettre en place les solutions avancées par nos organisations pour accélérer la transition sociale et environnementale et adapter le Québec aux défis de demain.

Depuis le 22 mai dernier, le mouvement a accueilli en son sein une dizaine de nouvelles organisations, portant le nombre de partenaires représentés à plus de 50. Leur appel à un véritable dialogue avec le gouvernement se fera entendre le 27 septembre prochain lors de

la grande journée de mobilisation qui s'organise à travers la province. La population est invitée à descendre dans la rue afin de joindre sa voix à celle des organisations membres.

Des manifestations sont actuellement prévues à Montréal, Québec, Sherbrooke, Joliette, Gaspé, Saint-Jérôme et Nicolet. D'autres villes s'ajouteront à la liste prochainement.

Ce qu'ils et elles en disent

« Si nous voulons réellement diminuer nos émissions de GES de façon significative, on ne peut pas miser seulement sur un projet de la filière batterie : il faut mettre en place plusieurs projets structurels et collectifs qui touchent à l'ensemble des sphères de la société. Il est grand temps de donner un coup de barre si on veut réduire l'impact négatif des changements climatiques. Les travailleuses et les travailleurs du Québec demandent formellement aux gouvernements du Québec et du Canada d'enfin mettre en place un plan clair et un financement suffisant pour s'assurer d'une vraie transition écologique et sociale qui ne laisse personne derrière. » **affirment les organisations du secteur syndical.**

« Notre système économique basé sur l'extraction débridée de ressources naturelles, le gaspillage et la destruction du vivant est à transformer. Il est urgent de réapprendre à vivre en harmonie avec la nature, en s'éloignant de cette logique nocive et dangereuse de croissance infinie. Nous devons décider ensemble de notre avenir commun afin de faire face aux enjeux socio-environnementaux auxquels nous sommes confrontés. C'est pourquoi les gouvernements doivent écouter la société civile, mettre en œuvre les solutions qui existent déjà, et agir sans plus tarder pour une transition socioécologique qui nous permettra de vivre collectivement en sécurité et en santé. »

- Thibault Rehn, Vigilance OGM, représentant du secteur environnemental

« Cela fait des années que le mouvement communautaire tire la sonnette d'alarme devant un filet social québécois qui s'évapore à vitesse grand V. En y ajoutant les impacts dévastateurs de la crise climatique et celle de la biodiversité sur les populations que nous soutenons au quotidien, l'accroissement des injustices et des inégalités s'accélère et nous fait craindre le pire pour notre futur collectif. Enclencher une transition écologique juste et respectueuse des droits humains, c'est ne laisser personne derrière, surtout pas les plus vulnérables. »

- Claudia Fiore-Leduc, Réseau québécois pour l'action communautaire autonome, représentante du secteur communautaire

« L'avenir de notre planète ne doit pas reposer uniquement sur les épaules de la jeunesse. La crise climatique concerne tout le monde. Face à l'inaction des gouvernements, nous avons besoin de l'engagement et de la mobilisation de chaque personne citoyenne pour faire face à ce défi crucial. Les autorités doivent assumer leurs responsabilités et prendre des mesures concrètes pour assurer un avenir durable pour toutes et tous. »

- Marie Maltais, étudiante, représentante du secteur jeunesse

« De plus en plus de gens se rendent compte des liens étroits entre la santé environnementale et la santé humaine, de même qu'avec la justice sociale, et l'acceptabilité sociale des projets y est d'ailleurs aussi de plus en plus associée. Le gouvernement québécois doit enfin entendre et prendre en compte les solutions qui sont discutées dans la société civile, par rapport aux possibilités et aux importants bénéfices qu'elles comportent. Pour la santé de tous et toutes, à travers tout le Québec - citoyen.ne.s, patient.e.s et professionnel.le.s de la santé, et même de notre économie, de concert avec une réduction des coûts de notre système de santé. »

- **Patricia Clermont** de l'**Association québécoise des médecins pour l'environnement**, représentante du secteur de la **santé**

« Que le veuille ou non le gouvernement actuel, la transition socio-écologique est inévitable. Les limites planétaires et sociales ont été atteintes et notre système économique actuel ne fonctionne que pour une minorité d'individus. Un changement de logique économique est donc essentiel, mais surtout possible. Au Québec, des modèles économiques qui prennent soin à la fois des personnes et de la planète existent et sont déjà bien ancrés. Le gouvernement doit reconnaître et soutenir les secteurs, les entreprises et la diversité de personnes qui travaillent à absorber les chocs des changements climatiques et à réduire notre empreinte carbone. Parce qu'une transition peut seulement fonctionner si tout le monde fait partie de la solution. »

- **Julie McClatchie**, **Oxfam-Québec**, représentante du secteur de l'**économie**

*« Nous subissons aujourd'hui la dépossession tranquille de nos meilleurs acquis économiques, sociaux et environnementaux. Le gouvernement du Québec n'a aucune vision structurante de la transition écologique et il continue de se préoccuper davantage des profits des multinationales que de la protection de nos joyaux naturels et du bien commun. **Les Québécoises et Québécois n'ont certainement pas voté pour ça.** »*

- **Louise Morand**, **Regroupement Vigilance Énergie Québec**, représentante des regroupements **citoyens**

« La démocratie et la participation citoyenne devraient être au cœur de la transition énergétique, sociale et écologique. Le refus massif d'un trop grand nombre d'élus de tous les paliers, mais particulièrement du palier municipal, d'impliquer activement la population dans les décisions à prendre témoigne d'un manque de volonté politique et de vision pour notre avenir collectif. »

- **Rachel Fahlman**, porte-parole du regroupement d'él.u.e.s municipaux **Vent d'élus**

Le Québec fait face à des décisions importantes. Il est impératif que les décisions ne soient pas prises derrière des portes closes, mais plutôt en collaboration et en dialogue avec la société civile pour que cette transition sociale et environnementale nécessaire se fasse au bénéfice de tous et toutes.

L'ensemble des mobilisations sont répertoriées sur le site Pourlasuitedumonde.ca .

- 30 -

SOURCE Collectif Pour la suite du monde

Anthony Côté-Leduc, acoteleduc@equiterre.org, (514) 605-2000

Gabriel Danis, danis.gabriel@lacsq.org, (514) 219-1485

À propos du Collectif pour la suite du monde

Nous sommes un mouvement réunissant des organisations syndicales, environnementales, de santé, communautaires, étudiantes, économiques ainsi que des collectifs citoyens et d'élus autour d'une vision démocratique de la transition environnementale et sociale.

À travers diverses actions, nous nous mobilisons afin de forcer nos gouvernements à mettre en place des solutions démocratiques porteuses de justice sociale et environnementale.

Notre mouvement rassemble une cinquantaine d'organisations, représentant plus de deux millions de personnes.

<https://pourlasuitedumonde.ca/>

Organisations du mouvement Pour la suite du monde

Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), AREQ - Le mouvement des personnes retraitées CSQ, Association québécoise des médecins pour l'environnement (AQME), Attac Québec, Centrale des syndicats démocratiques (CSD), Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Chantier de l'économie sociale, Coalition Alerte à l'Enfouissement RDN (CAER), Coalition Québec meilleure mine, Coalition Québécoise des lacs incompatibles avec l'activité minière (QLAIM), Coalition Verte / Green Coalition , Confédération des syndicats nationaux (CSN), Cyclo Nord-Sud, Demain Verdun, Eau Secours, ENVironnement JEUnesse, Équiterre, Fédération autonome de l'enseignement (FAE), Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ), Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Fédération interprofessionnelle de la

santé du Québec-FIQ, Fondation David Suzuki, Fondation Monique-Fitz-Back, Fondation Rivières, Front commun pour la transition énergétique, Greenpeace Canada, La planète s'invite au parlement, L'Assomption en Transition, Les ami.e.s de la Forêt du lac Jérôme, sa rivière, son ruisseau, ses milieux humides et ses sentiers, Les oubliés de l'autobus, Mères au front, Mouvement d'action régional en environnement (MARE), Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ), Mouvement Démocratie Nouvelle, Nature Québec, Oxfam Québec, Réalité climatique Canada, Regroupement écocitoyen de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, Regroupement Vigilance Énergie Québec (RVÉQ), Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA), Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE), Société pour la nature et les parcs (SNAP Québec), Solidarité pour l'environnement à Sutton (SES), Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec, Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec, Table de pastorale sociale des diocèses catholiques du Québec, Travailleuses et travailleurs pour la justice climatique (TJC), Union étudiante du Québec (UEQ), Vigilance OGM, Vent d'élus